



HAL
open science

Une démocratie mal en point : attentes et évaluations de l'état de la démocratie en France par les citoyens

Camille Bedock

► To cite this version:

Camille Bedock. Une démocratie mal en point : attentes et évaluations de l'état de la démocratie en France par les citoyens. Florent Gougou; Vincent Tiberj (dir.). La déconnexion électorale, état des lieux de la démocratie française, Fondation Jean Jaurès, pp.123-130, 2017. hal-02266785

HAL Id: hal-02266785

<https://hal.science/hal-02266785>

Submitted on 16 Aug 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Une démocratie mal en point : attentes et évaluations de l'état de la démocratie en France par les citoyens

Camille Bedock

Publié dans Florent GOUGOU, Vincent TIBERJ, *La déconnexion électorale, état des lieux de la démocratie française*. Paris : Fondation Jean-Jaurès, pp.123-130.

<https://jean-jaures.org/nos-productions/la-deconnexion-electorale>

Evoquer une « crise de la démocratie » s'est de nos jours imposé comme un marronnier. Tout comme on parle chaque 26 décembre des échanges de cadeaux de Noël et chaque jour de canicule de la nécessité de bien s'hydrater et de rester à l'ombre, chaque soirée d'élection ou presque est l'occasion de regretter avec gravité la faible participation et le décalage croissant entre l'offre partisane et les attentes des électeurs, signes d'une démocratie française en crise. Les élections régionales de décembre 2015 n'ont évidemment pas fait exception.

Pour certains auteurs, l'omniprésence de la thématique de la « crise de la démocratie représentative » est à comprendre comme une entreprise de « préservation du jeu politique »¹. Il s'agit pour le personnel politique de mettre en scène son activisme, sa réactivité, sa compréhension des ressorts de cette crise et sa capacité à y remédier et à « gouverner autrement ». Pour d'autres auteurs on peut dresser un constat général d'« érosion du soutien politique »² traduisant une tendance à la diminution- en réalité plus ou moins marquée selon les pays et les périodes³ – de la satisfaction envers le fonctionnement du régime. Il faut aussi rappeler le paradoxe fondamental mis en évidence par Colin Hay⁴. : alors qu'il existe de multiples éléments de preuve mettant en avant le mépris des citoyens pour la classe politique et leur faible soutien aux institutions politiques – la France étant ici un cas particulièrement emblématique - la question des attentes des citoyens sur leur système politique et du décalage entre ces attentes et le fonctionnement perçu de ce système reste contestée, opposant deux grandes explications à ce fossé : la thèse des « démocrates insatisfaits » qui suppose que ce sont des citoyens jeunes,

¹ MAZEAUD A., « Au-delà de la crise, les modalités pratiques de la représentation politique », A. MAZEAUD (dir.), *Pratiques de la représentation politique*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2014, p. 16.

² DALTON R.J., *Democratic Challenges, Democratic Choices: the Erosion of Political Support in Advanced Industrial Democracies*, Oxford, Oxford University Press, 2004.

³ THOMASSEN J., « What's gone wrong with democracy, or with theories explaining why it has? », T. POGUNTKE, S. ROSSTEUTSCHER, R. SCHMITT-BECK et S. ZMERLI (dir.), *Citizenship and Democracy in an Era of Crisis: Essays in Honour of Jan W. Van Deth*, London, Routledge, 2015, p. 34-50.

⁴ HAY C., *Why We Hate Politics*, London, Wiley, 2007.

éduqués, porteurs de valeurs post-matérialistes valorisant peu l'autorité qui sont les plus critiques du fonctionnement de leur système politique⁵ ; et celle des « démocrates furtifs »⁶ qui supputent que ce sont des citoyens au faible statut social, peu intéressés par la politique, et convaincus de leur incapacité à compter dans le débat politique qui nourrissent ce décalage entre attentes et évaluations.

Il est donc important, pour comprendre le contexte de défiance profonde dans lequel se sont déroulées les élections régionales de 2015, mais aussi pour mettre en perspective leurs résultats, de s'intéresser aux attentes des français sur leur système politique. Ce chapitre procède à une analyse du module compréhension et évaluation de la démocratie du European Social Survey de 2012 posé dans 29 pays. Ce module constitue à ce jour la batterie de questions la plus ambitieuse sur les évaluations de la démocratie par les citoyens européens. Il explore une variété de d'objectifs démocratiques, de l'égalité à la participation en passant par la responsabilité des gouvernements. Le premier résultat important est la grande similitude des jugements des citoyens français et d'Europe de l'Ouest quand il s'agit de déterminer les éléments essentiels au bon fonctionnement de la démocratie : la promotion de l'égalité, la capacité à juger et punir le gouvernement, ou la liberté des élections⁷. En revanche, et c'est le second résultat, lorsque les répondants français sont appelés à évaluer comment leur démocratie fonctionne effectivement, ils jugent sévèrement sa capacité à répondre à leurs attentes. La différence avec les autres répondants d'Europe de l'Ouest est particulièrement marquée sur certains items, suggérant un constat très alarmant. Au-delà des formules journalistiques, des larmes de crocodile, des prédictions de Cassandre et autres incantations creuses, il n'est donc pas exagéré de parler d'une démocratie malade, parce qu'incapable de remplir aux yeux de la grande majorité des citoyens les fonctions qui lui sont attachées.

1- Des attentes sur la démocratie relativement homogènes...

Le tableau 1 montre, dans l'ensemble, une relative concordance entre les répondants français et les répondants d'Europe de l'Ouest sur l'importance perçue d'une série de caractéristiques pour la démocratie en général. L'objectif jugé le plus important est l'égalité de traitement devant les tribunaux (importance sur une échelle de 0 à 10 évaluée à 9.1 en moyenne), suivi pour la France par l'explication par le gouvernement de ses choix devant les électeurs (8.9), puis la protection de

⁵ DALTON R.J., *Democratic challenges, democratic choices*, op. cit. ; NORRIS P., *Democratic Deficit: Critical Citizens Revisited*, Cambridge, Cambridge University Press, 2011.

⁶ HIBBING J.R. et E. THEISS-MORSE, *Stealth democracy: Americans' beliefs about how government should work*, Cambridge, Cambridge University Press, 2002.

⁷ FERRIN M. et H. KRIESI, *How Europeans View and Evaluate Democracy*, Oxford University Press, 2016.

tous contre la pauvreté (8.8), la tenue d'élections libres et justes (8.5), et la capacité à sanctionner les gouvernements (8.5). On retrouve donc dans les cinq premiers objectifs classés comme les plus importants aussi bien des préoccupations liées à ce que Rosanvallon appelle la « société des égaux »⁸ (égalité formelle et réelle) que des buts liés à la démocratie représentative (élection et responsabilité devant les électeurs). Les répondants français apparaissent moins sensibles que les autres répondants d'Europe de l'Ouest à la question de l'importance pour les médias et les partis d'opposition de pouvoir critiquer librement le gouvernement, comme le suggèrent les écarts reportés : 0.4 point et 0.8 point respectivement. Les répondants français ont légèrement plus tendance à considérer comme très important le fait que les partis politiques offrent des alternatives clairement distinctes. Cependant, les écarts de moyenne ne dépassent pas 0.8 point, ce qui indique donc une relative homogénéité des attentes des citoyens européens sur le fonctionnement de leur démocratie.

Tableau 1 – Moyenne des scores de 0 à 10 attribués par les répondants sur l'importance pour la démocratie des affirmations suivantes (France et Europe de l'Ouest)

	France	Europe de l'Ouest	Ecart
Les tribunaux traitent tout le monde de la même façon	9,1	9,2	0,1
Le gouvernement explique ses décisions aux électeurs	8,9	8,8	-0,1
Le gouvernement protège tous les citoyens contre la pauvreté	8,8	8,6	-0,2
Les élections nationales sont libres et justes	8,5	8,9	0,4
Les partis de gouvernement sont punis aux élections quand ils ont fait du mauvais travail	8,5	8,3	-0,2
Les médias fournissent des informations fiables pour juger le gouvernement	8,3	8,6	0,3
Les droits des groupes minoritaires sont protégés	8,2	8,4	0,2
Les différents partis politiques offrent des alternatives clairement distinctes les unes des autres	8,0	7,8	-0,2
Le gouvernement prend des mesures pour réduire les inégalités de revenu	8,0	7,9	-0,1
Les citoyens ont le dernier mot sur les enjeux politiques en votant directement par referendum	8,0	8,0	0,0
les partis d'opposition sont libres de critiquer le gouvernement	7,9	8,3	0,4
Les médias sont libres de critiquer le gouvernement	7,3	8,1	0,8
Les électeurs discutent de politique avec des gens qu'ils connaissent avec de décider pour qui voter	7,0	7,3	0,3
Les politiciens prennent en compte les avis des autres gouvernements européens	6,6	6,6	0,0
N	1968	24735	

Note : les répondants étaient invités à se positionner sur une échelle de 0 à 10, 0 correspondant à « pas du tout important pour la démocratie en général » et 10 à « très important pour la démocratie en général ». Les scores reportés excluent les sans-réponses et les NSP.

Les pays d'Europe de l'Ouest inclus dans ESS pour cette vague incluent la Belgique, l'Allemagne, le Danemark, la Finlande, la France, le Royaume-Uni, l'Irlande, l'Islande, l'Italie, les Pays-Bas, la Norvège, le Portugal et la Suède.

⁸ ROSANVALLON P., *La société des égaux*, Paris, Seuil, 2011.

2- ... mais une évaluation très sévère du fonctionnement effectif de la démocratie française

Lorsque l'on demande cette fois aux répondants l'écart entre les objectifs et la réalité de la démocratie dans leur pays, deux constats s'imposent. Premièrement, il existe un décalage important entre les attentes des répondants sur la démocratie et leur évaluation de la capacité de leurs systèmes politiques à les remplir. Deuxièmement, la France se distingue des autres pays d'Europe de l'Ouest pris dans leur ensemble par des dynamiques encore plus prononcées de décalage entre les attentes et les évaluations portées sur le fonctionnement de la démocratie comme le montre le tableau 2 dans lequel on a reporté l'écart entre le pourcentage de répondants qui ont attribué un score supérieur à 8 à la série d'affirmations sur l'importance d'un objectif donné, puis sur leur évaluation de la capacité de leur système à remplir cet objectif, d'abord pour les répondants français puis pour les répondants d'Europe de l'Ouest.

Tableau 2- *Pourcentage des répondants qui ont attribué un score supérieur à 8 (sur une échelle de 0 à 10) sur une série d'affirmations sur la démocratie (France et Europe de l'Ouest)*

	Répondants français			Répondants d'Europe de l'Ouest		
	extrêmement important pour la démocratie en général	s'applique tout à fait à la France	écart	extrêmement important pour la démocratie en général	s'applique tout à fait à son pays	écart
Les élections nationales sont libres et justes	78 %	55	-23	84	71	-13
Les électeurs discutent de politique avec des gens qu'ils connaissent avec de décider pour qui voter	50	37	-13	54	39	-15
Les différents partis politiques offrent des alternatives clairement distinctes les unes des autres	71	14	-57	65	26	-39
Les partis d'opposition sont libres de critiquer le gouvernement	65	58	-7	73	66	-7
Les médias sont libres de critiquer le gouvernement	57	51	-6	69	65	-4
Les médias fournissent des informations fiables pour juger le gouvernement	74	21	-53	79	35	-44
Les droits des groupes minoritaires sont protégés	72	25	-47	75	38	-37
Les citoyens ont le dernier mot sur les enjeux politiques en votant directement par referendum	68	15	-53	69	30	-39
Les tribunaux traitent tout le monde de la même façon	89	18	-71	90	41	-49

Les partis de gouvernement sont punis aux élections quand ils ont fait du mauvais travail	79	34	-45	74	41	-33
Le gouvernement protège tous les citoyens contre la pauvreté	84	11	-73	79	21	-58
Le gouvernement explique ses décisions aux électeurs	87	12	-75	85	23	-62
Le gouvernement prend des mesures pour réduire les inégalités de revenu	70	8	-62	66	17	-49
Les politiciens prennent en compte les avis des autres gouvernements européens	41	16	-25	40	25	-15
ENSEMBLE	70	27	-43	72	38	-34

Lorsque l'on observe les éléments pour lesquels l'écart entre le pourcentage de répondants considérant que l'affirmation est « extrêmement importante pour la démocratie » et ceux qui pensent que la même affirmation « s'applique tout à fait à la France », on constate des écarts vertigineux, parfois supérieurs à 70 points de pourcentage. Ainsi, alors que 83.5% des répondants français pensent qu'il est extrêmement important que le gouvernement protège chacun contre la pauvreté, seuls 11% pensent que c'est le cas. De même, 87% des répondants français pensent qu'il est extrêmement important pour la démocratie que le gouvernement explique ses décisions aux électeurs, quand 11% à peine pensent que cet état de fait s'applique à la France. De façon générale, la moyenne des écarts atteint 43 points de pourcentage, un écart supérieur de 10 points à celui constaté pour l'Europe de l'Ouest en général. Les écarts les plus faibles entre les objectifs et les évaluations concernent la capacité des médias et des partis d'opposition à critiquer les partis de gouvernement (6 points et 7 points respectivement en France, 4 et 7 points en Europe de l'Ouest). En revanche, les écarts entre objectifs et évaluations sont particulièrement forts quant à la lutte contre la pauvreté (75 points en France, 58 en Europe de l'Ouest), l'égalité de tous devant les tribunaux (71 points d'écart en France, 49 en Europe de l'Ouest) et l'explication des choix par le gouvernement devant les électeurs (75 points d'écart en France, 62 en Europe de l'Ouest). De façon générale, pour l'ensemble des affirmations face auxquelles les répondants étaient invités à se positionner, l'écart entre les objectifs des répondants français et leurs évaluations est quasiment toujours plus marqué que les répondants d'Europe de l'Ouest dans leur ensemble (à l'exception de la question de la délibération avant de voter), et leur évaluation sur la capacité de leur système politique à remplir cet objectif politique est systématiquement plus négative que les réponses agrégées des répondants d'Europe de l'Ouest.

Conclusion

Ces premières analyses restent évidemment sommaires, et appellent à poursuivre la réflexion. Il s'agissait ici de dresser un diagnostic permettant d'aller au-delà des habituelles incantations sur la « crise de la démocratie » pour la confronter avec la réalité des perceptions des citoyens. Le tableau n'est pas réjouissant pour l'ensemble de l'Europe de l'Ouest dans son ensemble, tant il apparaît un décalage éclatant entre les éléments jugés importants pour le bon fonctionnement d'une démocratie et la capacité des systèmes européens à appliquer ces principes. Dans ce tableau, la France se distingue par des tendances similaires, mais plus marquées encore, ce qu'illustre des évaluations encore plus critiques de la capacité du système politique à remplir les objectifs jugés les plus importants, et des écarts plus forts entre les objectifs et les évaluations que dans l'Europe de l'Ouest dans son ensemble. De manière frappante, la démocratie française n'est pas vue comme étant en mesure de remplir plusieurs de ses tâches essentielles : l'égalité formelle et réelle de ses citoyens, ou encore la capacité à proposer des alternatives politiques et à les expliquer. Il semble donc que les maux perçus de la démocratie française par les citoyens résident avant tout dans l'incapacité perçue à produire des politiques justes et dans une offre politique produisant de réelles alternatives, plus encore que dans la critique des procédures institutionnelles existantes. Dans un contexte où la vision des citoyens français sur leur démocratie est dégradée et où les partis existants n'apparaissent comme ni clairement distincts, ni capables de produire des politiques tendant vers plus d'égalité, il est difficile d'être surpris des résultats des élections régionales de décembre 2015, qui voient les alternatives gauche/droite habituelles perdre beaucoup de terrain, et le Front National s'ancrer dans l'ensemble des territoires. Une des pistes de recherche essentielle pour l'avenir consistera à évaluer le lien entre l'évaluation de la démocratie par les citoyens et les comportements électoraux, pour comprendre les ressorts d'une « crise » qu'il faudrait moins invoquer et davantage expliquer.